

---

## CONVENTION D'OCCUPATION DU SITE DE L'ESTUAIRE DE LA DRANSE (74 - 680) EN VUE DE L'AMENAGEMENT ET LA REALISATION DE TRAVAUX.

---

Vu l'Article L 322-10 et l'article R 322-12 du Code de l'Environnement ;

*vu la délibération du Conseil d'administration du Conservatoire du littoral du 5 mars 2020 approuvant la convention type ;*

vu la convention-type visée par le contrôle général économique et financier en date du 28 février 2020 ;

ENTRE

le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, représenté par sa directrice Agnès Vince, agissant en application de l'article R. 322-37 du Code de l'environnement, et ci-après appelé « **le Conservatoire** »

ET

L'Association **Asters-CEN74**, Gestionnaire du site par convention en date du 1<sup>er</sup> juillet 2020, représentée par son Président, Thierry LEJEUNE, et désigné(e) ci-après par « **le Gestionnaire** »

**d'une part,**

ET

La **Communauté de Communes du Pays d'Évian et de la Vallée d'Abondance (CCPEVA)**, sis 851 avenue des Rives du Léman, à Publier, représenté par sa Présidente, Madame Josiane LEI, agissant en sa qualité de maître d'ouvrage, autorité compétente « GeMAPI » (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations),

ET

Le **Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC)**, sis 2 avenue des Allobroges à Thonon-les-Bains, représenté par sa Présidente, Madame Géraldine PFLIEGER, ci-après dénommé « le SIAC », agissant en qualité de maître d'ouvrage délégataire de la CCPEVA pour les travaux initiaux (hors entretien post réception) et structure porteuse du Contrat de Rivières.

Ces deux structures étant dénommées « le SIAC », « la CCPEVA » ou « **le maître d'ouvrage public** » dans la présente convention.

**d'autre part**

## Préambule général

La présente convention est établie en application de l'article L.322-10 du Code de l'Environnement qui prévoit que "l'aménagement et la réalisation des travaux portant sur des immeubles relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peuvent être confiés, en vue d'assurer la conservation, la protection et la mise en valeur des biens, à l'une des personnes publiques ou privées désignées à l'article L. 322-9 du présent code dans le cadre d'une convention d'occupation n'excédant pas trente ans. Les missions confiées doivent être conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire. Cette convention peut habiliter le **Maitre d'Ouvrage public** à accorder des autorisations d'occupation non constitutives de droits réels d'une durée n'excédant pas celle de la présente convention. Les bénéficiaires de ces autorisations sont choisis librement. En fin de convention d'occupation, le Maitre d'Ouvrage public ne peut prétendre à aucune indemnité pour les améliorations apportées à l'immeuble".

Le Conservatoire du littoral transfère la responsabilité de la conception et de la réalisation d'un programme de travaux : la maîtrise d'ouvrage des travaux visés par la présente convention est transférée aux Maitre d'Ouvrage public.

**Cette convention n'est pas constitutive de droits réels sur les biens concernés.**

## Rappel du contexte d'intervention

Autrefois la Basse Dranse, entre le Pont de la Douceur et le delta de la Dranse, présentait un vaste espace où la rivière pouvait divaguer. À la suite d'une forte pression d'urbanisation sur ce secteur depuis les années 1950, le lit de la rivière a été rétréci et les bras secondaires se sont déconnectés progressivement. De plus, la végétation composée dans une large partie de plantes invasives (le buddleia, la renouée du japon, le solidage), a pris le dessus notamment sur les bancs de graviers déposés lors des crues. Enfin, la crue de 2015 a mis en évidence des risques d'inondation sur la partie aval de la Dranse.



*Figure 1 : Evolution de la Dranse entre 1952 à droite et 2015 à gauche*

C'est pourquoi le SIAC, labellisé EPAGE (Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et porteur du Contrat de rivières des Dranses et de l'Est Lémanique, avec la CCPEVA et Thonon Agglo, va engager des travaux de restauration physique sur cette partie de la Dranse.

## **Article 1 : Objet**

Conformément aux articles L 322-10 et L 322-9 du Code de l'Environnement, le Conservatoire confie à la Communauté de Communes du Pays d'Evian et de la Vallée d'Abondance (CCPEVA) et au Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Chablais (SIAC), l'aménagement et la réalisation de travaux de création de bras secondaires, de défrichement des zones boisées sur les atterrissements, de gestion d'espèces exotiques envahissantes, et de restauration écologique et paysagère des berges pour prévenir des risques d'inondation et de l'instabilité des terrains, tels que définis à l'article 4 ci-après, sur les terrains du site de l'estuaire de la Dranse qu'il a acquis.

Le Maître d'Ouvrage public a pris connaissance de la convention de gestion passée par le Conservatoire le 1er juillet 2020 avec Asters-CEN74.

### **La présente convention définit les droits et obligations des parties contractantes, ainsi que :**

- les aménagements prévus et les conditions d'accès aux parcelles dans le cadre des travaux de restauration hydromorphologique en aval du seuil de Vongy.
- les conditions générales de gestion, d'entretien et de propriété des berges et des aménagements.

## **Article 2 : Consistance des biens concernés :**

Les biens concernés par la présente convention consistent en les parcelles :

**Section AB n° 214, 215 et 219 sur la Commune de Publier,**  
conformément au plan en annexe 1 à la présente convention.

Le Conservatoire déclare avoir la pleine propriété des dites parcelles sans restriction particulière pouvant limiter les travaux ainsi que les opérations de gestion et d'entretien prévues par la présente convention. Le Conservatoire déclare que les parcelles ne sont ni louées ni exploitées.

## **Article 3 : Principes d'aménagement et de réalisation des travaux.**

### **3.1 Disposition générale**

Il est ici rappelé que conformément à l'article L 322-1 du Code de l'Environnement, l'intervention du Conservatoire sur le site de l'Estuaire de la Dranse a pour objectifs la sauvegarde de l'espace littoral ainsi que le respect des sites naturels et de l'équilibre écologique et conformément à l'article L 322-9 du Code de l'Environnement « ce domaine est ouvert au public dans la limite de la vocation et de la fragilité de chaque espace ».

Les terrains objet des présentes ont fait l'objet d'un Plan de gestion « Réserve Naturelle » approuvé par le Conservatoire et le gestionnaire en mars 2009 fixant notamment les priorités suivantes:

- saisir toute opportunité de reconstituer le fonctionnement de la rivière dans le respect des biens et des personnes ;
- maintenir artificiellement les habitats et espèces (maintien de l'association de milieux liée au delta d'un torrent alpin dans un grand lac et des espèces liées à ce fonctionnement) ;
- intégrer la fréquentation dans la conservation du patrimoine ;
- accueil et pédagogie ;



- intégrer la réserve naturelle dans des programmes locaux.

Les principes de gestion et d'aménagement du site devront dans tous les cas être conformes aux prescriptions du plan de gestion, dont le **Maitre d'Ouvrage public** déclare avoir pris connaissance, et respecter les réglementations d'urbanisme applicables.

Sur ce dernier point, le **Maitre d'Ouvrage public** instruira et déposera les demandes d'autorisations préalables aux travaux **qui seront visées par le Conservatoire et établies en son nom**.

**Le Maitre d'Ouvrage public** s'engage à communiquer au **Conservatoire**, préalablement à la réalisation du chantier, les plans d'exécution des ouvrages et de conduite du chantier. Le Conservatoire s'engage à faire part au Maitre d'Ouvrage public de ses remarques éventuelles dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception des documents. En l'absence de réponse, l'avis du Conservatoire est réputé favorable.

Les Maitre d'Ouvrage public s'engagent à coordonner son programme de travaux avec le gestionnaire visé ci-dessus et à respecter les prescriptions du plan de gestion et les clauses de la convention signée avec le gestionnaire citée ci-avant qui ont été portées à sa connaissance.

### 3.2 Dispositions particulières

Le Maitre d'Ouvrage public devra stipuler, dans tous les contrats et marchés qu'il serait amené à passer avec des tiers, que le Conservatoire en tant que propriétaire, sera subrogé aux Maitre d'Ouvrage public dans toutes les garanties légales ou particulières prévues aux contrats dans l'hypothèse de la résiliation de la présente convention du fait du Maitre d'Ouvrage public.

## Article 4 : Programme et enveloppe financière prévisionnels.

### 4.1 – Programme des travaux

#### Présentation générale des travaux de restauration de la Basse Dranse

Les travaux concernent le secteur situé entre le pont de la Douceur et le delta de la Dranse. La durée des travaux est d'environ 2 années. Le planning prévisionnel prévoit un démarrage des travaux en début d'année 2022 pour une fin de travaux en 2024.

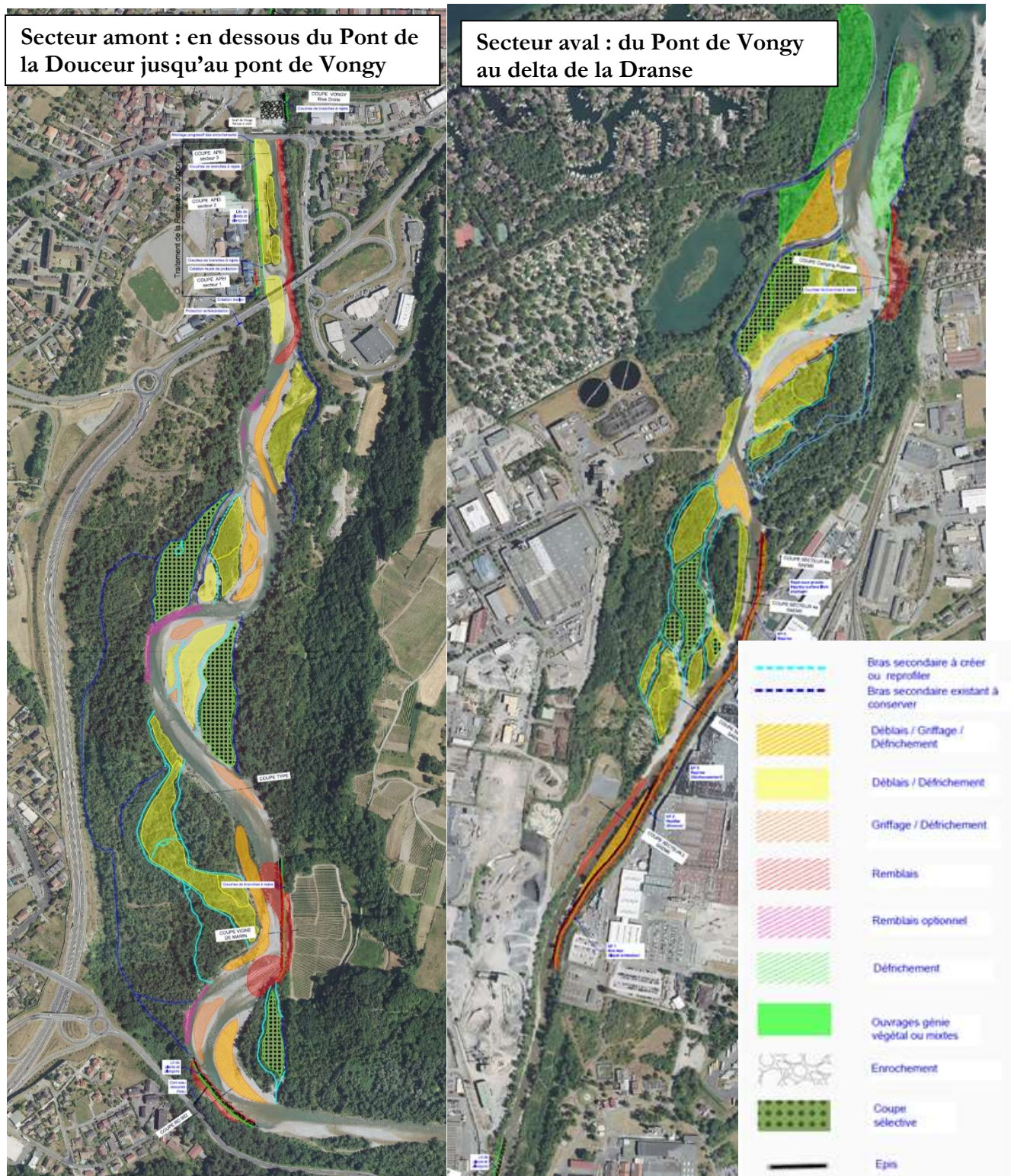
La restauration physique, véritable coup de pouce à la nature, permettra de redonner à la rivière de la mobilité par :

- la création de plusieurs cheminements d'écoulement ( création de bras secondaires) ;
- un défrichage des zones boisées sur les atterrissements avec déblais ou griffage des matériaux pour améliorer leur reprise en temps de crue suppression d'atterrissements végétalisés avec la gestion de la végétation envahissante (principalement d'espèces exotiques envahissantes) ;
- une restauration écologique et paysagère des berges sur des secteurs précis pour prévenir des risques d'inondation et de l'instabilité des terrains. Les confortements de berges se feront à l'aide de techniques de génie végétal.





**Figure 2 : Plan général des travaux de la Basse Dranse- source : SAFEGE 2019**



Le programme prévisionnel des travaux est défini à l'annexe 2 à la présente convention.

L'ensemble des travaux sera conduit par le Maitre d'Ouvrage public ou confié à des entreprises intervenant sous leur maîtrise d'ouvrage.





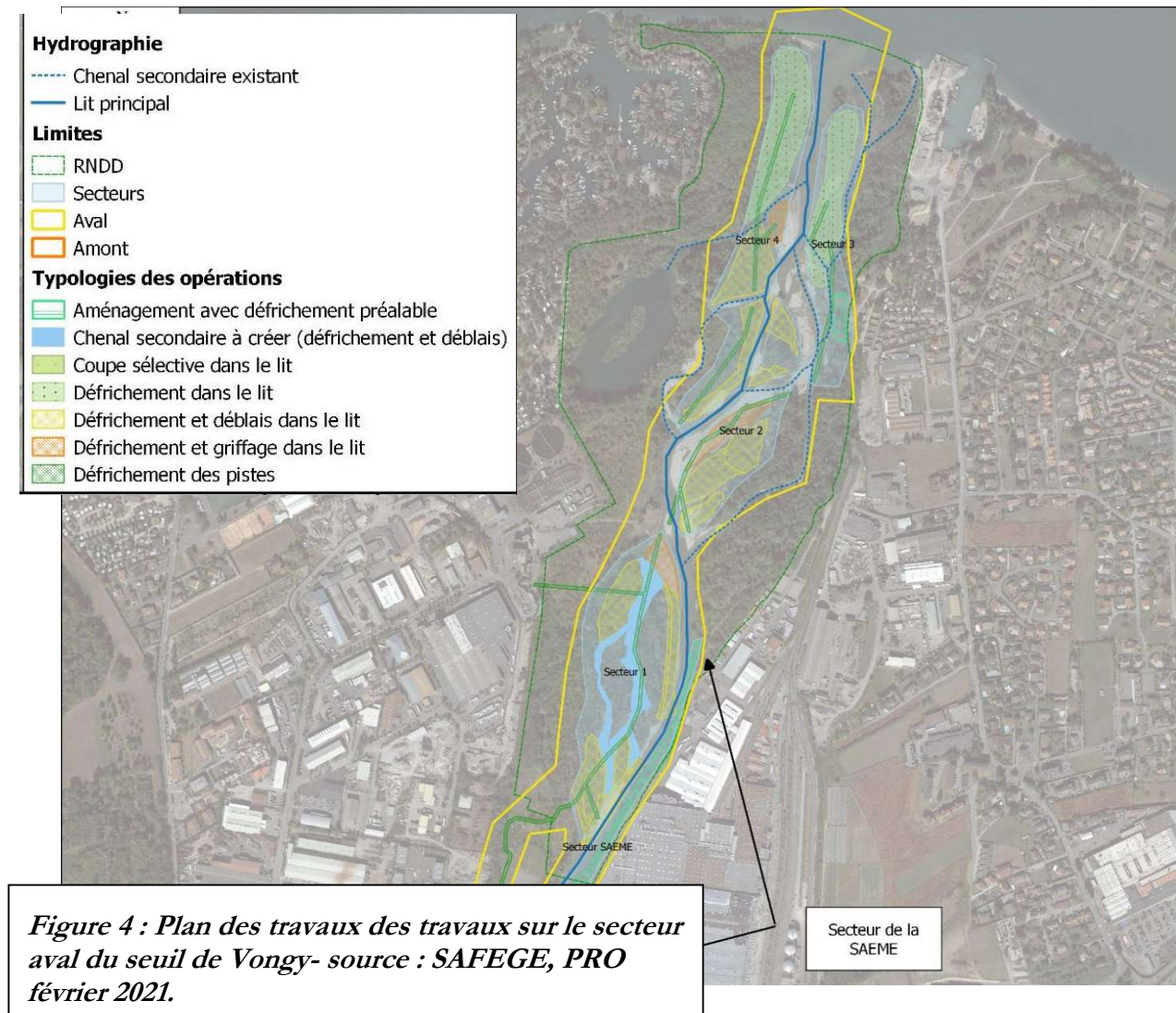
Dans le cas où, au cours de cette mission, le Conservatoire ou le Maître d'Ouvrage public a besoin de modifications nécessaires d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière, un avenant à la convention devra être conclu avant la mise en œuvre de ces modifications.

Le Maître d'Ouvrage public s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme défini en annexe et de la réglementation en vigueur au regard notamment du Code des marchés publics.

Toute nouvelle tranche de travaux devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention signé par les parties.

#### 4.2 – Présentation de l'opération

Le propriétaire autorise le Maître d'Ouvrage public et les entreprises mandatées à réaliser les différents travaux destinés à restaurer le fonctionnement hydromorphologique du cours d'eau :



- Supprimer les atterrissements végétalisés (déblais et défrichement) ;
- Remise en mouvement de matériaux graveleux (griffage) ;
- Traitement des espèces invasives (technique du criblage - concassage) ;
- Création de chenaux secondaires pour une meilleure divagation des eaux en cas de crue et de rajeunissement des habitats naturels.

L'accès des engins et l'installation du chantier est présenté en annexe 3

Avant le démarrage des travaux, un piquetage ou marquage préalable avec invitation du Conservatoire permettra de valider la localisation précise des interventions et le déroulement du chantier (accès, circulation, stockage, ...).

#### **4.3 - Exécution des travaux**

L'entreprise est autorisée à pénétrer avec des engins de chantier sur les parcelles pour réaliser les travaux prévus. Elle pourra y déposer provisoirement les matériaux nécessaires à la bonne exécution du chantier.

#### **4-4 Période et durée des travaux**

Les travaux sont prévus entre **janvier 2022 – décembre 2024**. Le planning précis des travaux sera arrêté avec l'entreprise de travaux avant le démarrage.

Les propriétaires seront prévenus par le SIAC au moins 15 jours avant le commencement des travaux.

#### **4.5 – Prise en charge financière des travaux**

Le SIAC s'engage à prendre en charge financièrement la totalité des travaux prévus ainsi que la remise en état du site.

Le SIAC s'engage à réaliser les travaux tels que décrits à l'article 4. Toutefois, en cas d'aléas de chantier, les décisions portant sur les éventuelles modifications du projet lors de la phase de travaux sont de la responsabilité du SIAC.

La participation du Conservatoire du littoral est donc de zéro €uros (0%)

### **Article 5 : Suivi -Evaluation**

Des réunions de suivi seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux à la diligence du Maître d'Ouvrage public, du Conservatoire du littoral ou du gestionnaire.

Le Conservatoire, le Maître d'Ouvrage public et le gestionnaire procéderont ensemble, tous les ans, à un bilan de l'exécution de la convention.

A la fin des travaux, les travaux exécutés par le SIAC feront l'objet d'opérations de réception menées par le maître d'œuvre des travaux (SUEZ Consulting).

Le cas échéant, les remises en état ou les réparations à effectuer seront listées et chiffrées. Le Conservatoire s'engage à signaler au SIAC, dans les plus brefs délais, tout désordre qui pourrait être considéré comme une malfaçon afin que le Maître d'Ouvrage Public puisse réaliser les recours nécessaires auprès de l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux.

Un exemplaire du plan de récolement des travaux réalisés sera fourni au propriétaire par le SIAC.

Ces éléments seront accompagnés d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés.

Cette évaluation partagée fera l'objet d'un rapport signé par les parties, comportant notamment un état des travaux réalisés et à venir et une appréciation de leur conformité au projet de restauration et d'aménagement approuvé, ainsi que de leur qualité.

A la fin de la Convention, le Maître d'Ouvrage public fournira au Conservatoire un bilan final des travaux réalisés accompagné d'un bilan financier exhaustif des investissements réalisés et un bilan gestion/exploitation du domaine si des conventions d'occupation ont été accordées (Cf article 9.2).



Une visite sur place est organisée à la suite de laquelle est délivré un procès-verbal de récolement, constatant la réserve des travaux réalisés valant quitus pour le Maître d'Ouvrage public, transférant la propriété des travaux à cette date.

En cas de désaccord les parties pourront s'en remettre à un tiers compétent en la matière choisi d'un commun accord.

Si le désaccord subsiste le Conservatoire fera application des clauses prévues à l'article 11 ci-après.

## **Article 7 : Occupations des terrains et sous-traitance.**

### **7.1 – Conditions générales**

#### **7-1-1 Conditions d'occupation**

L'occupation étant la condition indispensable et consubstantielle à la réalisation des travaux visés par la présente convention, celle-ci est délivrée à titre gratuit.

#### **7-1-2 Etat des lieux**

Avant le commencement des travaux, un état des lieux sera réalisé par un huissier mandaté par le SIAC. Cet état des lieux servira de référence en cas de litige éventuel. Il portera sur l'état des chemins, l'état de la berge actuelle de la rivière.

#### **7.1.3 Respect des lois et règlements**

Les lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, à l'urbanisme, à la police, aux monuments historiques classés et, d'une manière générale, les lois et règlements applicables, doivent être strictement respectés par le Maître d'Ouvrage public.

#### **7.1.4 Exploitation et entretien**

Le Conservatoire ne supporte aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des ouvrages, constructions et installations réalisés par le Maître d'Ouvrage public.

Le Maître d'Ouvrage public, autorité compétente GEMAPI, est tenu d'exécuter toutes les réparations, qu'elle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations réalisées.

Les ouvrages, constructions et installations ainsi que leurs abords doivent présenter en tout temps un aspect soigné.

Le chantier sera constamment tenu en bon état de propreté.

Dans le cas où des ornières seraient créées sur la parcelle, elles seront rebouchées et le terrain sera remis dans son état initial. Cette remise en état concerne les voies créées pour les accès et les aires pour le stockage des matériaux.





Le cas échéant, un ensemencement de la parcelle pourra être mis en œuvre, à l'aide de semences d'espèces locales, en fonction des détériorations constatées par rapport à l'état initial constaté par l'huissier.

#### **7.1.5 Droit d'accès aux parcelles**

Le Conservatoire autorise les entreprises mandatées par le SIAC et son personnel technique à pénétrer sur les parcelles concernées afin de procéder aux travaux mentionnés à l'article 4 de la convention. Au terme de la phase de travaux, le personnel du SIAC ou les personnes mandatées par lui sont autorisés à pénétrer ponctuellement sur la parcelle pour s'assurer de l'évolution des travaux et aménagements réalisés.

Le personnel du maître d'ouvrage public ou les entreprises mandatées par lui sont autorisés à accéder au site afin de réaliser les opérations d'entretien telles que décrites à l'article 10.

#### **7.1.6 Sous-location**

Toute sous-location est interdite sur l'ensemble des terrains sans l'accord exprès du Conservatoire et du gestionnaire.

### **7-2 : Autorisations d'occupation non constitutives de droits réels.**

Des autorisations d'occupation relatives aux biens visés par la présente convention pourront être accordées par le Maître d'Ouvrage public si elles sont conformes à la mission poursuivie par le Conservatoire après accord de ce dernier et du gestionnaire. Elles seront co-signées par le Conservatoire et le gestionnaire.

Leur durée ne peut excéder la durée de la présente convention.

Ces autorisations, consenties sur le domaine public, excluent l'application du régime des contrats privés, baux ruraux ou baux commerciaux.

Le Maître d'Ouvrage public est alors autorisé à encaisser directement à son profit les produits de l'immeuble, qui doivent être affectés à la mise en valeur et à la gestion du bien.

## **Article 8 – Responsabilités et assurances**

### **8-1 Dommages.**

Le Maître d'Ouvrage public est responsable de tout dommage causé par la mise en place ou l'exploitation des réalisations.

### **8-2 Responsabilité et sécurité**

Le chantier sera constamment tenu en bon état de sécurité. La signalisation du chantier sera à la charge de l'entreprise en charge des travaux. Les éventuels dommages causés lors des travaux, à la parcelle des propriétaires seront pris en charge, en fonction du responsable, par le SIAC ou l'entreprise mandatée par celui-ci, après comparaison avec l'état initial dressé par l'huissier.

### **8-3 Assurances**

Le Maître d'Ouvrage public se garantit contre tout dommage.



Il souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans être recherchée, notamment du fait de son occupation des lieux, des entreprises, de l'existence et de l'exploitation des ouvrages et installations.

En ce qui concerne les dommages aux personnes, le montant couvert devra être du maximum possible sur le marché national de l'assurance et si possible illimité.

Une clause expresse spécifie que les polices d'assurances sont automatiquement résiliées dès la fin de l'occupation quelle qu'en soit la cause.

Les attestations d'assurance et quittances doivent être communiquées au Conservatoire sur simple demande.

## **Article 9: Disposition d'exécution**

### **9.1 - Modalités de versement de la participation du Conservatoire.**

Sans objet.

### **9.2 - Produits de la gestion**

Non concerné.

### **9.3 - Durée**

La durée de la présente convention est de **9 ans**, à compter de sa signature.

## **Article 10 : Sort des ouvrages et entretien à l'issue de la convention**

### **10.1 - Propriété des ouvrages**

A l'issue du titre d'occupation, les installations et les équipements réalisés seront incorporés au domaine public du Conservatoire sans que celui-ci soit tenu au versement d'aucune indemnité.

Les travaux réalisés par le SIAC font l'objet d'une autorisation au titre de la Loi sur l'Eau et d'une déclaration d'intérêt général.

Les dispositifs mis en place étant indissociables du lit du cours d'eau et de la berge dans laquelle ils fusionneront, ils suivront donc la destination du fond et de la berge. Ils sont et restent donc la pleine propriété du propriétaire de la parcelle concernée.

La limite de la parcelle sera toujours constituée par le lit de la rivière et donc conformément au code de l'environnement jusqu'au milieu du cours d'eau (article 215-2).

Le maître d'ouvrage public ne pourra faire valoir la propriété des travaux objet de la présente convention.

### **10.2 - Entretien des ouvrages et de la végétation alluviale**

On distingue l'entretien des ouvrages réalisés et l'entretien des berges et du lit restaurés dans le cadre des travaux cités à l'article 4.1.

#### **10.2.1 - Entretien des ouvrages réalisés**

L'entretien des ouvrages réalisés en génie végétal sur le secteur du camping de Publier, seront à la charge du maître d'ouvrage public autorité compétente GEMAPI qui aura droit d'accès au site à cette fin sur toute la durée de la convention.



Dans le cadre de la réalisation des travaux, une garantie de la reprise de consécutives (n+1, n+2 ; n+3) est mise en place, une fois les plantations terminées et ce sur tous les secteurs concernés par des aménagements en génie végétal.

La garantie prévoit :

- la reprise des aménagements végétaux (boutures, arbustes, ensemencements) ;
- l'entretien et le suivi de la végétation (arrosage, débroussaillage des plants et arbustes, fauche des zones ensemencées).

Au-delà de la garantie sur la végétation, le suivi des ouvrages est réalisé au moyen d'une visite annuelle afin de contrôler le bon développement de la végétation.

Un entretien de la végétation des ouvrages en génie végétal est réalisé à n+6 afin de favoriser une bonne croissance des plants (débroussaillage, coupes) puis tous les 2 à 4 ans si nécessaire.

En ce qui concerne les espèces exotiques envahissantes (EEE), une surveillance est réalisée à n+4. Ce suivi permet de déterminer si un entretien doit être mis en place pour les EEE (arrachage, fauche et bâchage).

#### **10.2.2 - Entretien de la végétation**

Le maître d'ouvrage public autorité compétente GEMAPI prend en charge le suivi et l'entretien de la végétation (arbustive ou envahissante) sur les 5 premières années post travaux.

Ce suivi permet de déterminer si un entretien doit être mis en place pour les EEE (arrachage, fauche).

Puis, à partir de l'année n+6, le gestionnaire de la réserve prendra à sa charge le suivi et l'entretien de la végétation y compris les EEE en dehors des années d'intervention du maître d'ouvrage public autorité compétente GEMAPI qui seront réalisés tous les 5 ans.

Une notice de gestion de la végétation sera élaborée avec le gestionnaire de la réserve naturelle pour préciser les modalités d'intervention. Elle doit être établie pour la fin d'année 2022 au plus tard (cf. arrêté préfectoral d'autorisation des travaux de restauration de la Basse Dranse en date du 15/02/2022).

La présente convention autorise le maître d'ouvrage public à accéder au site, propriété du conservatoire du littoral sur toute la durée de la convention.

### **Article 11 : Résiliation**

#### **11.1- Résiliation amiable**

La résiliation ou la modification de la présente convention ne peut intervenir avant son terme, sauf accord entre les parties qui devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention qui en précisera les modalités.

#### **11.2 – Résiliation de l'autorisation à l'initiative du Maître d'Ouvrage public**

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant la date fixée à l'article 9.3 ci-dessus, le Maître d'Ouvrage public peut obtenir la résiliation de la présente autorisation en notifiant sa décision par lettre recommandée adressée au Conservatoire, moyennant un préavis de deux mois.

La résiliation ne pourra être acceptée par le Conservatoire que si le Maître d'Ouvrage public a normalement entretenu les aménagements ou constructions existants ou réalisés par référence à l'état des lieux prévus à l'article 7-1-2 ci-avant ou au dernier rapport d'évaluation partagée prévu à l'article 5.





En outre, cette résiliation ne pourra prendre effet que sous les conditions suivantes :

Le Maître d’Ouvrage public devra terminer les tranches de travaux en cours jusqu’à leur achèvement définitif et solder financièrement tous les contrats et marchés qu’il pourrait avoir contracté afin que le Conservatoire ne puisse être inquiété à quelque titre que ce soit.

De même, il devra dénoncer préalablement les autorisations d’occupation non constitutives de droits réels qu’il aurait pu passer afin de remettre au Conservatoire un bien libre de toute occupation. Il fera son affaire personnelle de toutes les indemnisations qu’il devrait à ce titre.

Il devra dénoncer tous les contrats et assurances qu’il aurait contractés vis à vis des biens objet des présentes en veillant à régler toutes les factures.

Dans ce cas, aucune indemnisation ne sera due par le Conservatoire à quelque titre que ce soit.

### **11.3 – Retrait de l’autorisation d’occupation par le Conservatoire pour inexécution des clauses et conditions**

Faute par le Maître d’Ouvrage public de se conformer à l’une quelconque des conditions générales ou particulières de la présente convention et notamment en cas de :

- Cession partielle ou totale de l’autorisation sans agrément du Conservatoire,
- Non-exécution totale ou partielle des travaux prévus à l’article 4 entraînant un risque de perte d’intégrité du domaine du Conservatoire,
- Sous-location partielle ou totale non autorisée conformément à l’article 7.1.6, ou perte par le Maître d’Ouvrage public des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur.

La présente convention peut être retirée par décision motivée du Conservatoire deux mois après en avoir informé le Maître d’Ouvrage public par lettre recommandée avec accusé de réception. Un constat contradictoire entre le Conservatoire et le Maître d’Ouvrage public aura été dressé au préalable.

Ce retrait de l’autorisation sera notifié en recommandé avec A/R et se fait sans indemnité de quelque nature que ce soit.

### **11.4 - Retrait de l’autorisation d’occupation par le Conservatoire pour un motif d’intérêt général, en particulier en cas de modifications législative ou réglementaire s’imposant au Conservatoire.**

Nonobstant la durée prévue à l’article 9.3 ci-dessus, la présente convention peut être retirée par le Conservatoire, à tout moment, si l’intérêt général l’exige *ou en cas de résiliation par l’Etat d’une convention d’attribution (L 322-6-1 du code de l’environnement) portant sur les biens visés à l’article 2.*

Dans ces cas, conformément à l’article R 322-12 du Code de l’environnement, « le Maître d’Ouvrage public est indemnisé pour la partie non amortie des aménagements et des travaux qu’il aura réalisés avec l’accord du Conservatoire » sur ses fonds propres.

Les modalités d’information du Maître d’Ouvrage public sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

### **11.5 - Caducité.**

Tout changement législatif ou réglementaire affectant un ou plusieurs articles de la Convention, en particulier toute modification des articles L 322-9 et L 322-10 du Code de l’Environnement ou de leurs textes d’application, entraînera la caducité de cette convention, sauf avenant la mettant en conformité.

## **Article 12 : Impôts et frais**



Le Maître d’Ouvrage public supportera tous les frais inhérents à la présente autorisation. En accord entre les parties, les impôts fonciers, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l’objet de la présente autorisation, continueront à être supportés par le Conservatoire du littoral.

### Article 13- Litiges

La présente convention étant un contrat administratif, seul le tribunal administratif de Grenoble est compétent pour régler les éventuels conflits entre les partenaires.

A \_\_\_\_\_, le

Pour le Conservatoire du littoral, la Directrice,

Pour le Gestionnaire, son Président,

Agnès VINCE

Thierry LEJEUNE

---

Pour la CCPEVA, la Présidente,

Pour le SIAC, la Présidente,

Mme Josiane LEI

Mme Géraldine PFLIEGER

ANNEXE 1 : PLAN DU SITE

ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX

ANNEXE 3 : ACCES DES ENGINS ET INSTALLATION DE CHANTIER

ANNEXE 4 : ENVELOPPE FINANCIERE



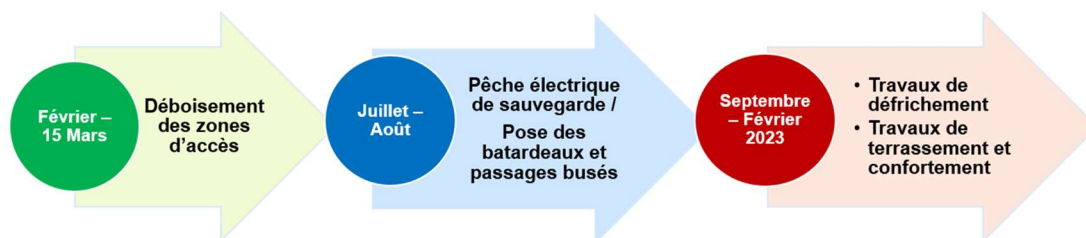
## ANNEXE 1 : PLANS DU SITE





## ANNEXE 2 : PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX

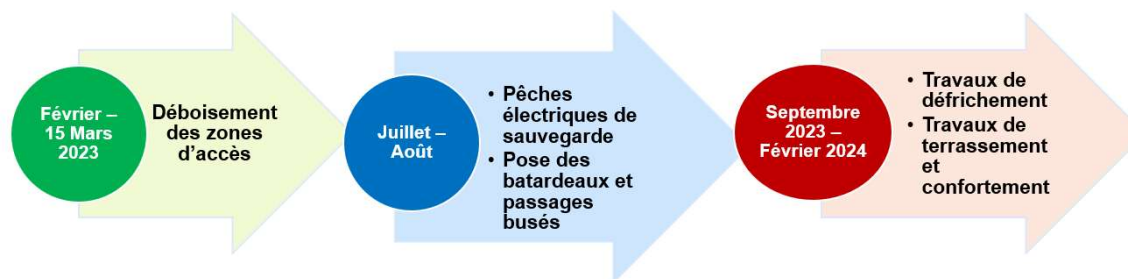
### PHASAGE DES TRAVAUX – SECTEUR AMONT



- Secteur en amont de la ZA du Larry
- APEI
- Pied du remblai RD1005

- RD902
- Vignes de Marin
- APEI

### PHASAGE DES TRAVAUX – SECTEUR AVAL



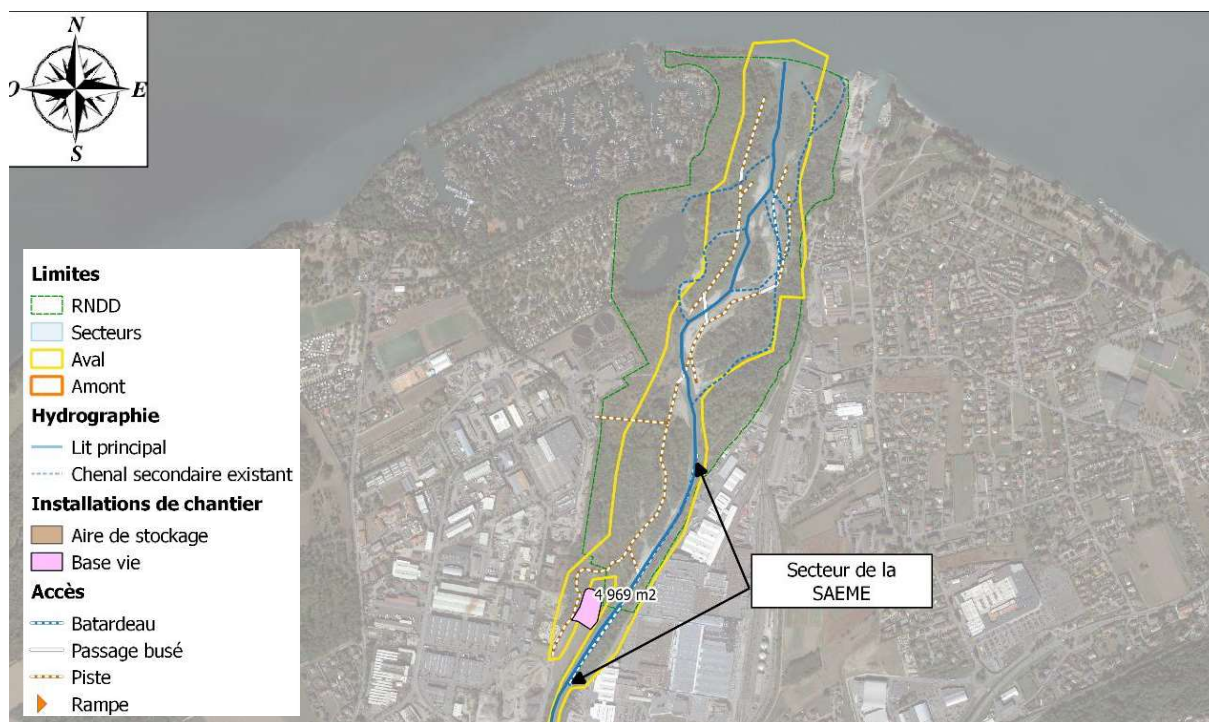
- Aéromodélisme
- Ballastière
- Camping de Publier

- Vongy
- Ballastière
- Delta de la Dranse
- Camping de Publier



### ANNEXE 3 : Accès des engins et installation de chantier

Le plan de circulation envisagé à ce jour sur ce secteur de travaux de restauration hydromorphologique « aval seuil de Vongy » se fait par la rive gauche avec l'aménagement d'une piste : propriété de la SAEME avec le secteur proche de l'aéromodélisme et de la déchetterie de Thonon les Bains.



*Figure 5 : Extrait de la carte des cheminements du chantier dans le secteur du delta de la Dranse.*

Les parcelles sont libres d'accès : elles ne comportent ni poteau ni clôture à démonter. Si toutefois, le propriétaire en mettait en place d'ici le début des travaux, elles seraient démontées et remontées par l'entreprise mandatée par le SIAC.

#### ANNEXE 4 : ENVELOPPE FINANCIERE

|  |   |                    |
|--|---|--------------------|
| <b>Secteur amont</b>                                     | RD902   | 258 038 €          |
|  | Vignes de marin   | 223 449 €          |
|  | APEI  | 108 016 €          |
|  | <b>Pont de la Douceur - Seuil de Vongy<br/>(action B1-5I et B2-6 du Contrat de<br/>rivières des Dranses et est lémanique)</b> |                    |
|  | Travaux de restauration hydro-morphologique   | 826 166 €          |
|  | Lutte contre les espèces invasives  | 663 734 €          |
|  | Frais travaux imprévus  | 103 970 €          |
|  | <b>TOTAL - SECTEUR AMONT</b>  | <b>2 183 373 €</b> |
| <b>Secteur aval</b>                                      | Seuil de Vongy  | 522 062 €          |
|  | La Ballastière*   | 203 575 €          |
|  | Camping de Publier  | 63 627 €           |
|  | <b>Seuil de Vongy- delta de la Dranse<br/>(action B1-5J du Contrat de rivières des<br/>Dranses et est lémanique)</b>          |                    |
|  | Travaux de restauration hydro-morphologique   | 1 028 662 €        |
|  | Frais travaux imprévus  | 90 896 €           |
|  | <b>TOTAL - SECTEUR AVAL - SEUIL DE VONGY/DELTA DRANSE</b>   | <b>1 908 822 €</b> |
| <b>TOTAL DES TRAVAUX (actualisé au 01/01/2022) en HT</b> |   | <b>4 092 195 €</b> |

